

Sortir du nucléaire

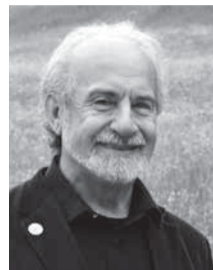
Mars - Mai 2019 N°118



Journal d'information

L'EDITORIAL

Risque nucléaire accru en Suisse



Christian van Singer
Physicien, député (VD)

La nouvelle a passé pratiquement inaperçue : pour légaliser le redémarrage de Beznau, le plus vieux réacteur nucléaire au monde, le gouvernement suisse a multiplié par 100 le seuil admissible auquel la population peut être exposée suite à une défaillance découlant d'un tremblement de terre!

Ce qui s'est passé est scandaleux : après la catastrophe de Fukushima on a procédé à l'examen de la résistance de toutes les centrales nucléaires européennes aux tremblements de terre. L'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) a constaté qu'un tremblement de terre à Beznau exposerait la population à des doses de 80 millisieverts (mSv), soit 80 fois plus que ce que la réglementation en vigueur admettait. Pour éviter que la justice ordonne l'arrêt de la centrale, le Conseil fédéral a modifié l'ordonnance fixant le seuil tolérable, le multipliant par 100!

Ce tour de passe-passe montre malheureusement que le premier souci de la majorité actuelle du Conseil fédéral n'est pas d'assurer la sécurité de la population, mais de garantir la santé financière des exploitants des centrales nucléaires. Et les tribunaux, vu que 80 mSv est inférieur au seuil « réglementaire » de 100 mSv, ont pu affirmer que la poursuite de l'exploitation de Beznau est légale!

Ainsi Beznau, dont l'acier de la cuve de pression est fragilisé par la présence d'un millier d'inclusions d'oxyde d'aluminium, dont l'alimentation électrique de secours et le système de refroidissement d'urgence sont insuffisants, dont l'enveloppe extérieure est trop fine pour résister à un attentat avec un avion... peut continuer à fonctionner avec la bénédiction des autorités! Inadmissible! Il est urgent d'élire à Berne des parlementaires à l'esprit plus lucide.

Victoires passées, défi présent

Grâce à l'engagement du mouvement antinucléaire suisse, quatre projets de centrales ont dû être retirés. Retour sur des victoires remarquables qui nous ont épargné une plus grande dépendance envers l'atome.

En 1962, les Services Industriels de Genève entament des démarches pour construire une centrale nucléaire à Verbois (Russin, GE). Bien avant l'accident de Lucens, de Mai 68 ou Greenpeace, la contestation s'organise en ville de Genève : « Institut de la Vie » et à la campagne : « Groupe des riverains contre Verbois nucléaire ». Celles et ceux qui disent « non ! » sont des radicaux, libéraux, socialistes et travaillistes (PdT). Il y a aussi des scientifiques, des médecins, des enseignants. Le doute au sujet du nucléaire s'installe. Dans un entretien donné à ce journal en 2002 (N°93 11/2002), Erica Deuber-Ziegler, du Groupe de riverains, racontait avoir été « profondément marquée en 1964 par le discours de Robert Oppenheimer *Comment vivre demain* ». La voix d'Albert Einstein a aussi marqué cette génération, comme la guerre froide et les essais atomiques dans le désert d'Algérie et dans l'océan Pacifique. Les origines militaires du nucléaire civil ont pesé lourd.

Le tournant de 1969

D'autres projets de centrales se sont ajoutés : Kaiseraugst (BS), Goesgen (SO), Leibstadt (AG), Inwil (LU), Rütli (SG). En 1969, Beznau I est branchée sur le réseau, l'autorisation de construire à Kaiseraugst est donnée, et des explosions retentissent dans la centrale de Lucens. A partir de 69, la « lune de miel » entre la population et le nucléaire cède la place à la défiance populaire. Au Tribunal fédéral, des recours ont bloqué tous les projets sauf trois : Kaiseraugst, Goesgen et Leibstadt. Cette parole libérée écologiste et pacifiste résonne avec le mouvement de Mai 68 et la guerre au Viet Nam. En Suisse, de jeunes citoyens formant un nouveau mouvement social rejoignent les opposants de la première heure. En 1974, les Jeunes socialistes de Bâle-Campagne fondent l'Action non violente Kaiseraugst (GAK). Le lundi de Pâques 1975, ils sont 80 à camper sur le terrain de la future centrale pour bloquer le chantier. Ils sont rejoints par des centaines



Manifestation antinucléaire sur le site prévu pour la centrale nucléaire de Kaiseraugst, 2 novembre 1981. Image : Schweizerisches Sozialarchiv

de sympathisants qui se relaient pour faire masse, malgré la pluie et la boue. Les riverains les soutiennent, les autorités de Bâle aussi. Au plus haut de la mobilisation, une foule de 15'000 personnes se mobilise. La « Mob » des écologistes prend fin à l'été. Un accord est trouvé entre les occupants et les autorités fédérales : les travaux ne reprendront pas et le terrain sera évacué. La victoire est historique, l'Etat a plié.

Nouveau défi

En 1988, grâce au double effet de Tchernobyl et de trois décennies de mobilisations, Berne décide d'abandonner les projets de Graben, Verbois et Kaiseraugst. Aujourd'hui, après le choc de Fukushima, avec la réduction de la consommation d'électricité par habitant et la croissance des renouvelables, on n'envisage plus de

nouvelles centrales nucléaires. Le défi du mouvement antinucléaire est aujourd'hui de faire cesser l'expérience de gérontocratie industrielle et d'obtenir un calendrier de fermeture rapproché de ces centrales infernales. Fichés, dénoncés comme traîtres à la patrie, les antinucléaires des années 60 et 70 ont été lucides et courageux. Aujourd'hui, nous voyons nos idéaux brandis plus que pratiqués par le pouvoir : « tournant énergétique », « énergie verte », « la Suisse est sortie du nucléaire ». Cela donne l'impression à la population qu'elle peut se mobiliser ailleurs. Serons-nous aussi lucides que les pionnières et pionniers, pour penser par nous mêmes et comprendre que la sortie effective du nucléaire devra être obtenue et non attendue ?

Philippe de Rougemont

8000 jeunes ont défilé à Lausanne, près de 20000 en Suisse ce 18 janvier, pour alerter nos autorités, afin qu'elles légifèrent sur le CO2. Nous sommes allés à leur rencontre.

Des étudiantes m'ont dit « le débat politique devrait être : comment faire face aux risques », d'autres déclarent « nous avons une seule mission : protéger et transmettre la planète à la prochaine génération » ; et encore « nous aurons besoin d'une façon de penser complètement nouvelle si l'hu-

Les jeunes et le nucléaire

manité veut survivre », enfin « changeons le système de consommation ». Plusieurs pancartes ont aussi été publiées dans la presse ; je n'en n'ai vu aucune concernant le nucléaire.

Et pourtant ils en parlent : « un mal qui semble nécessaire avant que le renouvelable ne soit disponible, parce que le solaire et l'éolien ça ne suffit pas » répondent

des étudiants en informatique sur un ton résigné. Mais ils y ont pensé et se demandent « quand prendre les pastilles d'iode après un accident ? ». D'autres sont conscients des déchets, mais « est-ce qu'ils sont nocifs pendant des dizaines, des centaines d'années ou 100000 ans ? ». Ils rappellent que l'essentiel de la population vit sur le plateau suisse, là où se situent

aussi les centrales, sans ailleurs possible en cas d'accident. Ce n'est pas le sujet du jour, mais ils se disent préoccupés.

L'information a été peu diffusée dans les médias et volontairement minimisée par les politiques, comme sur le site de la confédération (news.admin.ch). Pour ces jeunes qui étaient enfants lors de Fukushima, nous devons être les passeurs de l'information. Ils sont réceptifs et ils l'ont dit : il n'y a pas de planète B.

Claire Peter

Mühleberg: An 1 du démantèlement

Le 20 décembre, la centrale nucléaire de Mühleberg sera définitivement déconnectée du réseau. Les éléments combustibles seront transférés en piscine dans l'enceinte de la centrale pour refroidissement durant 4 à 5 ans. Ces déchets seront transférés vers l'entrepôt intermédiaire de Würenlingen (AG), pour y être surveillés durant 50 ans au moins. S'ajouteront les matériaux de la centrale, acier, béton, tuyauteries constituant aussi des déchets radioactifs de très nombreux types.

Histoire d'une fermeture

Le manteau du cœur de la centrale est fissuré, cela présente un risque d'accident extrêmement grave qui exige son arrêt immédiat. En Allemagne, des défaillances identiques qu'à Mühleberg ont été détectées dans la centrale du même type et du même âge à Würgassen. Là-bas, les autorités ont décidé de fermer la centrale, c'était en 1994. En Suisse, l'inspecteur fédéral de la sécurité nucléaire (IFSN), n'a pas ordonné de fermeture. La direction de l'IFSN protège fidèlement les exploitants des centrales. Mais lorsqu'une votation cantonale exigeant la fermeture de Mühleberg s'approchait et menaçait de l'emporter, le propriétaire et son exploitant (BKW) ont décidé, en 2014, de la mettre hors service pour fin 2019. La loi suisse sur le nucléaire oblige BKW à démanteler sa centrale à ses frais après fermeture. Lorsque la déconstruction sera terminée, les BKW seront libérées de toute responsabilité. Quant au traitement et au stockage des déchets, les réserves constituées risquent fort de ne pas suffire, les frais et la responsabilité seraient alors à charge de la collectivité.

Démantèlement direct ou différé ?

Les avantages d'un démantèlement direct

sont, pour BKW, de passer au plus vite la patate chaude à l'Etat. Pour la collectivité, le démantèlement direct permet de profiter de l'expérience du personnel, de maintenir des emplois sur place et d'envisager un terrain débarrassé environ 15 ans plus tard comme à Würgassen. Les avantages du «confinement de sécurité» (40 à 60 ans avant travaux) sont pour les ouvriers de travailler sur une centrale partiellement refroidie et de laisser visible la verrière de la centrale. Aussi, cela donne du temps à une planification plus poussée.

BKW a choisi le démantèlement direct. C'est une aubaine pour l'industrie nucléaire. On crée l'illusion que le problème de la sortie du nucléaire, avec ses déchets, est résolu. Compte tenu qu'il existe 440 réacteurs atomiques, de nombreuses mines d'uranium, des installations de retraitement et des usines d'éléments combustibles composant l'industrie nucléaire, ce puissant lobby veut maintenir l'idée de la maîtrise et d'une renaissance nucléaire, au moins dans les pays émergents.

Urgent d'attendre

Pour Marcos Buser, géologue, ancien membre de la commission de sécurité nucléaire, il est urgent de procéder à une analyse générale de la situation, compre-



Même avant le démantèlement, l'entrée de la centrale ressemble déjà à un mausolée.

Image : Greenpeace / Ex-Press / Markus Forte

nant tous les risques. Les démantèlements ne feront pas disparaître les déchets radioactifs que l'on accumule depuis plus de 50 ans. Leur entreposage décentralisé dans toute l'Europe, en surface ou sous terre, posera d'énormes problèmes aux prochaines générations. Nous devons trouver des solutions intermédiaires optimales. C'est pourquoi un confinement de sécurité pour Mühleberg aurait été peut-être préférable. A ce jour les BKW sont mobilisés par les préparatifs de mise à l'arrêt. La prévision des coûts pour les désaffectations et débarras des centrales suisses avait déjà dépassé 25 milliards de francs en 2016. Il est à craindre que les contribuables soient obligés de passer à la caisse. De plus il y a le danger que des

entreprises, comme Axpo et Alpiq soient scindées en sociétés fictives, avant la fin des démantèlements, augmentant les risques pour la collectivité à devoir participer aux frais. Mais ce type de paiement purement financier n'est rien en comparaison avec la facture humaine et naturelle à laquelle nos descendants devront probablement faire face. La Suisse reste donc à la recherche d'une stratégie d'emballage et de stockage de tous ses types de déchets nucléaires, le moins mal possible, avec une possibilité de réversibilité au cas où une meilleure façon d'emballer les déchets et les stocker serait trouvée.

Kurt Fischer

Le nucléaire pour sauver le climat ?



A l'heure où les changements climatiques inquiètent, certains lobbies s'activent pour relancer le nucléaire, le présentant comme une solution de choix, voire la seule capable de « sauver la planète ». Leur objectif est de profiter de l'inquiétude grandissante et légitime de la population face au réchauffement climatique.

On entendait par exemple un technocrate pronucléaire français tenir de tels propos aux Assises vaudoises du climat, organisées au mois de novembre par le Département du territoire et de l'environnement à Dornigen. Ou encore dans des articles relayant la tribune publiée le 11 janvier dernier par Joshua S. Goldstein et Staffan A. Qvist dans le Wall Street Journal. Voici ce que cette campagne propage comme arguments en faveur du nucléaire, et nos réponses :

« C'est la renaissance du nucléaire »

On observe l'inverse, soit le recul du nucléaire depuis 20 ans : il fournissait 17,6% de l'électricité mondiale en 1996, mais à peine 10,3% en 2017. Il y a des chantiers, surtout en Chine, mais les statistiques montrent un net déclin au niveau mondial. Et dans tous les pays équipés de centrales, il y a des campagnes grandissantes pour fermer les réacteurs vieillissants.

« On pourrait aisément construire suffisamment de centrales nucléaires pour décarbonner toute la production d'électricité ».

Mais quel miracle permettrait de mettre en service un réacteur nucléaire tous les 15 jours pendant 20 ans, et

avec quel uranium ? Et même s'il y avait une abondance d'uranium, les énergies d'origine renouvelable sont bien moins cher à développer par kWh. C'est pourquoi la Convention sur le climat de l'ONU ne reconnaît pas au nucléaire le statut de solution pour le climat.

« Tchernobyl n'a fait que 60 victimes ».

En janvier 2010, l'Académie des sciences de New York (NYAS) a publié le recueil le plus complet de données scientifiques concernant les conséquences de l'accident de Tchernobyl, arrivant à 985 000 décès à travers le monde, entre 1986 et 2004. Les études de l'AIEA ont très peu de références scientifiques.

« Les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, en poursuivant leur croissance actuelle, n'arriveront pas à remplacer rapidement les énergies fossiles ».

Nous partageons la remarque mais nous arrivons à une conclusion opposée : il faut investir massivement pour moins gaspiller et développer les renouvelables, et non dans de nouvelles centrales nucléaires, dangereuses et produisant des déchets radioactifs dont personne ne sait que faire ne veut pas. A investissement égal le nucléaire prend beaucoup plus de temps, pour aboutir à un apport énergétique moindre. Pour une action fédérale plus visionnaire et active, les élections de novembre sont l'occasion de changer la donne au parlement pour obtenir une vraie loi sur le CO2 !

Christian van Singer

(1) www.tinyurl.com/wsj-nuke

(2) www.tinyurl.com/declin-nuc

(3) www.tinyurl.com/etude-tchernobyl

Bombe A: La Suisse signera, merci !

Souvenez-vous, en septembre dernier, vous receviez avec notre journal une carte de pétition à remplir et nous renvoyer. La pétition à laquelle nous nous sommes associés était lancée par la Coalition internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), elle demandait au Conseil fédéral de signer le traité d'interdiction des armes nucléaires.

Nous avons été portés par votre implication et votre enthousiasme. Non seulement, vous avez été des centaines à nous renvoyer les cartons signés, d'autres ont aussi été nombreux à signer la pétition lors du Marché Bio de Saignelégier et au Festival Alternatiba de Genève. Vous avez aussi été plusieurs à nous demander des feuilles de pétitions à faire circuler parmi vos proches. Ainsi avec votre soutien nous avons récolté 2'638 signatures. Au final, au lieu de l'objectif total des 10'000 signatures fixé par ICAN Suisse, nous avons été plus de 25'000 signataires à dire au Conseil fédéral d'adhérer au traité.

Avant même que nous ayons déposé les signatures à Berne et après de nombreux rebondissements qui nous ont fait craindre le pire, le Conseil des Etats a accepté, en décembre dernier, la motion exigeant l'adhésion immédiate de la Suisse au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Grâce à une mobilisation d'ICAN (photo), de ses partenaires dont Sortir du nucléaire et de parlementaires fédéraux.

Petit retour en arrière. Le Conseil fédéral et la Commission des affaires étrangères du Conseil des Etats avaient déclaré leur refus de signer le traité. Carlo Sommaruga (GE) au début de 2018, a parié que le parlement verrait l'affaire différemment. Sa motion, approuvée par le Conseil national et le Conseil des Etats, contraint effectivement le Conseil fédéral à signer.

Cette mobilisation a été tout d'abord associative puis ponctuée par la prise de position ferme du CICR et d'églises. Cela a envoyé un message politique et humaniste fort au Conseil des Etats.

Maya Brehm, l'une des fondatrices d'ICAN Suisse revient sur ce basculement : "Je pense que ce qui a fait la différence en fin de compte, c'est que l'appel a été soutenu par un large partenariat d'acteurs de la société civile



Maya Brehm (1e depuis la gauche), la directrice d'ICAN Béatrice Fihn (2e depuis la droite) et des collègues d'ICAN international et Suisse fêtant le vote du Conseil des Etats.

dans les domaines de l'action humanitaire, de la promotion de la paix, du développement durable, de l'énergie propre, des droits humains et du bien-être social, notamment, PSR/IPPNW Suisse, Sortir du Nucléaire, GSsA, Croix Rouge Suisse, ainsi que des églises catholiques et protestantes."

La prochaine étape ? Que le traité soit effectivement signé. Maya Brehm : " Nous nous attendons à ce que le Conseil fédéral signe le traité en 2019. Il n'y a aucune justification pour un retard supplémentaire." Pour maintenir la pression sur les autorités fédérales et éviter qu'elles

traînent les pieds, nous prévoyons avec les partenaires d'ICAN Suisse une action de remise des +25'000 signatures à Berne.

En signant enfin, la Suisse enverra un message positif au reste du monde. La décision de ne pas signer ce traité a réveillé un réel élan humaniste. Bravo à toute l'équipe d'ICAN Suisse qui a travaillé sur cette problématique durant ces quatre dernières années.

Maléka Mamodaly

www.icanswitzerland.ch

Energies, nuisances : Réflexions sur les renouvelables

A la suite du séisme de Pohang en Corée du Sud le 15 novembre 2017, le canton du Jura suspendait son projet de géothermie profonde en Haute-Sorne (JU). Géo Énergie Suisse, mandatée pour mener le projet en Haute-Sorne, est également partenaire du projet coréen.

Christophe Terrier, Dr. en physique, député jurassien et conseiller général de la Haute-Sorne, membre notamment de l'AJUNN et de Sortir du nucléaire, a déposé une motion remettant en cause l'abandon définitif du projet, demandé par le PDC. Objectif : ouvrir un débat sur nos responsabilités environnementales et climatiques, locales et planétaires. Voici le résumé de ses arguments.

Loin des yeux, loin du cœur.

« Il s'agit ici de discuter de géothermie, une nouvelle énergie renouvelable non encore exploitée. Actuellement, seule l'énergie renouvelable utilisant le rayonnement solaire ne fait pas débat parmi les riverains. L'énergie solaire photovoltaïque recourt à des éléments particuliers, des métaux, des semi-métaux et des semi-conducteurs, des terres rares, extraits dans des pays peu scrupuleux des normes environnementales. Mais, une fois sur nos toits, aucune nuisance n'est à déplorer. Là est la clé de la problématique : elle se nomme **nuisance externalisée**. Entendez par là que ses coûts sont occasionnés à l'extérieur et non

localement. L'énergie nucléaire génère également ses nuisances hors de la Suisse : extraction et enrichissement de l'uranium, retraitement de celui-ci. La Suisse, elle, est restée propre, du moins jusqu'à présent. Maintenant que nous devons nous occuper de nos déchets radioactifs sur notre sol, nous grinçons des dents !

Le CO₂ émis par la combustion du pétrole et du mazout est un problème global pas vraiment local ! Il ne stagne pas au-dessus de la Suisse et se dilue sur tout un continent. En ce qui concerne leur extraction, générant guerres et problèmes géostratégiques, aucun problème non plus. Là aussi, les nuisances sont externalisées.

Energie relocalisée, désagréments aussi

Venons-en maintenant à l'énergie éolienne et à ses opposants. Elle défigure le paysage, produit des nuisances sonores et des effets stroboscopiques. En fait, ses nuisances nous touchent directement : elles ne sont pas externalisables. Idem pour l'énergie géothermique. Malgré le fait que tous les acteurs tentent de les minimiser, les nuisances seront locales. Ne nous cachons rien : inhérente au projet, la sismicité provoquée ne pourra pas être évitée puisqu'elle permet de visualiser ce qui se produit à 5000 m. Les nuisances sonores, les risques pour les aquifères, la pollution du sol également. Sans oublier la problématique consommation d'eau que nécessite un tel projet. Mais regardons également ce projet sous un autre angle : **celui-ci de notre mode de vie**. Nous avons aujourd'hui la responsabilité de faire des choix. Alors que certains ont peur de



Christophe Terrier

voir leur piscine se fissurer et se vider, d'autres se soucient du futur de leurs petits-enfants. Nous devons tracer une voie pour que le Jura et la Suisse fassent leur bout de chemin dans la protection du climat.

Rappelons la légende amérindienne du colibri ! Un jour, les animaux, sidérés, observaient un immense incendie de forêt. Seul le petit colibri s'activait, cherchant quelques gouttes d'eau avec son bec pour les jeter sur le feu. Le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : « Colibri ! Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ! » Le colibri lui répondit : « Je le sais, mais je fais ma part. » Le refus ou l'acceptation de ce projet géothermique nous impose à faire preuve de cohérence et à nous poser des questions sur les pierres à apporter à l'édifice de la protection du climat, comme le colibri pour éteindre l'incendie. Toute action, aussi petite, soit-elle, compte. »

Christophe Terrier / Sophie Laissue

Dons pour la campagne « Nuage radioactif » : Encore un effort svp !

L'année passée, constatant l'inaction fédérale sur la fermeture de centrales nucléaires, le comité de Sortir du nucléaire a décidé de lancer une campagne d'information majeure.

Objectif

Montrer sur une carte du pays le déplacement de nuages radioactifs prévisibles au-dessus de la Suisse en cas de catastrophe nucléaire majeure.

Action

Une étude scientifique avec des chercheurs de l'Université de Genève et une campagne d'information avec diffusion d'affiches et de vidéo-clips.



But

Rappeler l'extrême vulnérabilité de la Suisse, et obtenir un échéancier pour la fermeture effective des installations indus-

trielles les plus dangereuses et vétustes du pays. Vous avez été 304 à répondre à notre appel financier de novembre. Nous vous adressons nos chaleureux remercie-

ments. La réalisation et la diffusion de l'étude se réalisent grâce à vos dons totalisant 16'712 CHF. et à une participation de la Ville de Genève. Mais pour donner à la campagne l'ampleur nécessaire, nous comptons sur vos contributions 2019 !

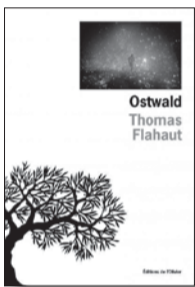
Prochaine étape

Envoi de notre dossier et d'un appel à partenariat aux 200 communes romandes qui ont le plus voté en faveur de la Stratégie énergétique 2050, et envoi à une liste de fondations. Quand il y a des messages aussi importants à partager, nous devons nous donner les moyens de les diffuser. L'équipe de l'association compte sur la poursuite de votre soutien.

Philippe de Rougemont

www.sortirdunucleaire.ch/soutien

« Ostwald » de Thomas Flahaut



Thomas Flahaut, jeune auteur franco-suisse, a reçu en 2018 la bourse culturelle Leenaards. Son premier roman interpelle. A Belfort, région d'enfance de l'auteur, le chômage relègue les hommes dans les cafés, la région

se sent oubliée. Le narrateur est un étudiant indécis quand à ses choix. Sa famille a éclaté après que l'usine Alstom a fermé. Le père a refait sa vie ailleurs, la mère assure tant bien que mal les liens. Le frère traîne son cynisme. La solitude est palpable. Et soudain, c'est l'annonce de l'accident de la centrale nucléaire de Fessenheim. L'accident fait suite à des incidents répétés auxquels les habitants s'étaient résignés. Après la stupeur, ce sera l'évacuation, la fuite et l'exode dans le chaos. Le narrateur se retrouve dans un « camp » de réfugiés au milieu de la forêt d'Ostwald où il était venu, enfant, faire un pic-nic avec son père. Ce séjour imposé est mollement surveillé par des autorités dépassées. On assiste à la perte des rituels du quotidien, au désœuvrement et à l'inquiétude qui mènent à la violence. Ce sera ensuite une fuite puis l'errance dans une région sinistrée, le délitement des liens.

L'ouvrage de T. Flahaut nous fait entrer dans le quotidien de personnes chassées brutalement de leur cadre de vie, leur futur hypothéqué dans une région mise à l'écart du reste du pays qui lui, poursuit sa vie ordinaire. Les deux frères sans passions dans leur vie d'avant vont dériver dans la zone sinistrée, observateurs passifs et presque indifférents de la misère d'autrui comme de la leur. Une vision désabusée de la perte du sens, perte liée en grande partie à une catastrophe qui aurait pu être évitée.

Claire Peter

« Ostwald », Roman de Thomas Flahaut, 2017, éditions de l'Olivier

Rectificatif

Dans notre dernier journal (N°117 / 12.18) la légende à gauche de la carte en page 2, il aurait fallu écrire « Cette carte montre les conséquences d'un accident s'il était survenu... » Vous aurez corrigé de vous même. Aussi, nous avons indiqué les contaminations en becquerel (Bq) alors que l'unité sievert ou milli sievert s'impose pour évaluer l'impact des rayonnements sur l'organisme humain. Il aurait aussi fallu indiquer les seuils autorisés. L'étude publiée fin avril corrigera cela.

Invitation à l'Assemblée générale 2019

Vous êtes cordialement invités à l'assemblée générale et à la conférence annuelle de l'association. Après la partie statutaire, le Prof. Jacques Neyrinck, ingénieur, ancien conseiller national (VD) et député, nous présentera son nouveau livre à paraître sur la transition énergétique et l'absence de « solution » du côté du nucléaire.

Rendez-vous le mardi 9 avril, dès 19h, à l'Hôtel Alpha-Palmiers à Lausanne, 34 rue du Petit-Chêne (plan ci-contre).

Programme

19h00 Assemblée générale statutaire
Ordre du jour : Rapport d'activités 2018 Programme / Comptes 2018 / Budget 2019 / Élections statutaires / Divers
20h00 Pause / apéro dînatoire
20h30 Présentation de J. Neyrinck
21h00 Discussion avec la salle
21h30 Verrée de l'amitié

Inscription SVP d'ici au mardi 2 avril :

info@sortirdunucleaire.ch
ou au 078 619 02 50 !

A G E N D A

Solaire thermique et +

4 dates entre : 9 mars et 15 juin 2019

Tatroz (FR)

Cours sur 1 jour. Couvrir le plus des besoins par des énergies renouvelables, locales

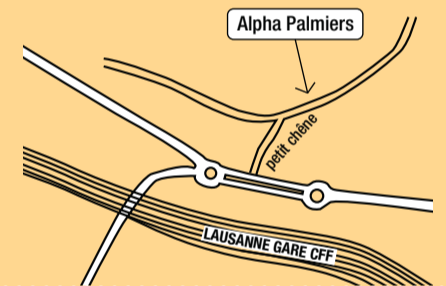
www.sebasol.ch

Assemblée générale de Sortir du nucléaire

Mardi 9 avril 2019 à 19h

Hôtel Alpha-Palmiers, Lausanne

Voir programme ci-contre



Conférence de presse « Nuage radioactif »

24 avril 2019 10h00

Berne. Centre de conférences Vatter

Bärenplatz 2, Berne

Entrée libre, sur inscription

info@sortirdunucleaire.ch

Atelier mur de pierres sèches

La Sagne (JU) 19 au 25 mai 2019

Organisation : Pro Natura

www.tinyurl.com/la-sagne-2019

Fêtes de la nature 2019

24 au 26 mai 2019

Dans plusieurs communes

Programme et lieux :

www.fetedelanature.ch

Je participe !

Coupon à renvoyer à :
Sortir du nucléaire, 22 Rue du Crêt
2300 La Chaux-de-Fonds
ou : www.sortirdunucleaire.ch/contact

Contactez-moi, je désire :

- Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.- fr / an) et recevoir le journal
 Recevoir par email la newsletter de Sortir du nucléaire
 Faire un legs et/ou un don

L'association Sortir du nucléaire est reconnue d'utilité publique, vos dons et legs sont déductibles des impôts à partir de 50 CHF. Vous pouvez commander notre brochure concernant les legs ou la consulter sur notre site à la rubrique « nous soutenir ».

Prénom et nom : _____

Adresse : _____

Code postal et localité : _____

Téléphone : _____

E-mail : _____

**VOS DONNS SONT
DEDUCTIBLES DE
VOTRE DÉCLARATION
D'IMPÔTS !**

Le Comité Philippe de Rougemont, Président ;
Christian van Singer, Porte-parole ;
Irène Anex-dit-Chenaud, Trésorière ; Kurt Fischer ;
Erica Hennequin ; Marc Oran ; Claire Peter

Le secrétariat

Maléka Mamodaly, Secrétaire générale ;
Sophie Laissue, Secrétaire administrative

Association Sortir du nucléaire

Administration
Rue du Crêt 22, 2300 La Chaux-de-Fonds
www.sortirdunucleaire.ch
info@sortirdunucleaire.ch
078 619 02 50 // CCP 10-19179-8

Impressum

Éditeur : Association Sortir du nucléaire.

Mise en page : Jonas Scheu, AMRIT MEDIAS.

Fichier : Sophie Laissue. Imprimerie :

ROPRESS. Mise sous pli : TRAJETS.

Rédaction : Philippe de Rougemont (coordination) ; Kurt Fischer ; Sophie Laissue ;

Maléka Mamodaly ; Claire Peter ; Christian van Singer ;

Christophe Terrier. Tirage : 3'500

ex. Imprimé avec du courant 100 % renouvelable. Papier 100 % recyclé CyclusOffset.

Périodicité : 4 par an. Destiné aux membres

de l'association.